

Sujet :

1) réaliser une note de synthèse de 550 mots (+ ou – 50 mots) à partir des textes suivants

TEXTE N° 1

IV. - La tentative hégémonique sur la planète. Ses limites

Toute espèce insérée dans un écosystème modifie son environnement, tant physique que biologique. Par ailleurs, chaque espèce vivante possède une potentialité de reproduction lui permettant de subsister en dépit des limitations et des agressions extérieures. Réciproquement, ces limitations et agressions sont nécessaires car, sans elles, la croissance de l'espèce irait jusqu'à la rupture du système — suite à laquelle elle-même disparaîtrait. C'est grâce à cette régulation permanente qu'aucune espèce de termites n'a (semble-t-il) jamais réussi à transformer la planète en termitière, ni n'a disparu pour cette raison.

L'espèce humaine a, pendant longtemps¹, été soumise à cette régulation systémique. Cependant, grâce à son développement cérébral et à son organisation sociale, elle a progressivement développé des moyens (techniques, médicaux, sociaux ...) d'échapper aux contrôles naturels. Ce contournement des *feed-backs* a rendu possible : 1 / une *croissance* plus qu'exponentielle de la population humaine ; 2 / une mainmise sur la planète et la biosphère liée à d'une modification complexe (dite « anthropisation ») de l'environnement physique et biologique, coïncidant avec le *développement* des sociétés. Croissance et développement se sont ainsi trouvés associés, au lieu de s'exclure et d'alterner comme dans les écosystèmes.

Or, lorsque l'action et la prétention hégémoniques d'une espèce atteignent l'échelle planétaire, un saut qualitatif a lieu : l'espèce éprouve et découvre la *finitude* de son environnement. La Terre est de dimension finie, et nous l'avons aujourd'hui presque en totalité investie. Il n'est désormais plus possible de pallier une détérioration locale d'un écosystème par une expansion géographique ou par l'exploitation de ressources d'un type nouveau... sauf à conquérir d'autres planètes (ce qui ne semble pas, pour le moment, la solution la plus réaliste). En outre, l'écosystème planétaire modifié par l'homme (en l'occurrence *simplifié* dans sa structure et sa diversité biologiques) perd la possibilité de se reconstruire à partir de fragments voisins non détériorés. La tendance actuelle — justifiée tant par la croissance démographique que par la recherche d'un niveau de vie meilleur — va dans le sens d'une anthropisation accélérée, transformant progressivement la planète en un immense *agrosystème*.

De ce fait, la biosphère a perdu sa faculté de riposter à l'espèce hégémonique : il n'y a plus de *feed-back* ; on atteint le point de rupture du système annoncé plus haut.

En guise de conclusion : responsabilité de l'homme

Une solution existe. Elle consiste en ce que notre espèce prenne en main le *feed-back* perdu — comme, dans un écosystème, les espèces vivantes prennent en charge les modifications nécessaires de leur milieu lorsque les facteurs physiques n'y suffisent plus. L'enjeu est l'édification d'un *système {homme / biosphère}* persistant, durable.

Les moyens pour y parvenir sont nombreux : ils font l'objet de recherches, réflexions, congrès actuels — encore bien timides, il faut l'avouer, face à l'accélération et à la mondialisation

¹ Si l'on représente le temps le long d'un axe, avec comme échelle de représentation 1 mm par millénaire, notre histoire depuis le Christ est représentée par 2 mm; depuis le début du Néolithique, par 10 mm. Les débuts du genre humain sont à chercher à 3,50 m (les débuts de la vie sur terre, à 3,8 km) : pendant 3 500 millénaires, le primate Homo a été une espèce parmi bien d'autres, partenaire de quelques écosystèmes continentaux.

de la course aux profits. Le défi à venir sera de les mettre en pratique malgré tout, privilégiant la durabilité du système sur les rentabilités à court terme.

Tel est le sens d'une « prise de conscience écologique » dépassant largement la lutte contre le bruit et la création d'espaces verts, et conduisant à réfléchir sur la dualité écologie/économie et les conditions d'un « développement durable ». La responsabilité de l'homme est désormais engagée, non pas vis-à-vis de la « Vie sur terre » (qui en a vu d'autres !), mais vis-à-vis de sa propre persistance en tant qu'espèce. »

Serge FRONTIER *Les écosystèmes* (1999) Éd. PUF coll. Que sais-je ? p. 118-127

TEXTE N° 2

Par rapport à la théorie conservacionniste, les diverses approches se rattachant à la notion de développement durable ont une vision moins figée des relations existant entre l'économie et l'environnement naturel. Face aux contraintes écologiques, le système économique apparaît capable d'évoluer. L'environnement devient une source d'innovations suscitant des transformations dans le mode de régulation du système, modifiant les besoins qu'il est censé satisfaire, orientant la technologie, de manière à concilier économie et écologie.

La définition du développement durable est loin toutefois de faire l'unanimité. Selon que l'on privilégie sa dimension économique, écologique ou éthique, les priorités peuvent fortement différer.

A. Définition

Le terme de développement durable (ou soutenable) apparaît pour la première fois en 1980, formulé par l'Union internationale pour la conservation de la nature. Il reçoit un écho considérable à la suite de la publication en 1987 du rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (dit rapport Bruntland) et il est entériné lors de la Conférence des Nations unies pour l'environnement et le développement (CNUED) de Rio de Janeiro en 1992. Aujourd'hui, tous les forums internationaux mettent le développement durable à leur ordre du jour.

Sa définition la plus simple, celle du rapport Bruntland, est la suivante : « Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. » Les diverses interprétations de la notion très floue de développement durable mettent toutes l'accent, cependant, sur quelques points fondamentaux. Contrairement à l'opinion des partisans de l'économie stationnaire, l'idée de croissance économique n'est pas remise en cause. Elle est considérée nécessaire, bien que non suffisante, à la réalisation d'une meilleure répartition des richesses. Les interactions entre le système économique et l'environnement naturel ne peuvent plus être ignorées, ni les effets à long terme du développement ou ses conséquences sur l'équité intra et intergénérationnelle. Mais, une fois ces principes admis, les divergences d'interprétations restent grandes.

La notion de développement peut être interprétée de manière plus ou moins extensive. Elle peut être limitée au seul bien-être économique mesuré par le PIB/habitant. Mais ce dernier n'est qu'une composante du bien-être ; l'éducation, la santé, la qualité de l'environnement, la répartition des richesses, peuvent y être inclus. Ce niveau de bien-être dépend du stock global de capital, au sein duquel on peut distinguer le capital physique produit par l'homme, le capital humain qui inclut les niveaux d'éducation, de formation, les aptitudes, la santé des personnes, et le capital naturel représentant le stock d'actifs naturels fournissant les matières premières, les ressources d'aménités, la capacité d'assimiler les résidus.

À ces trois formes conventionnelles de capital, on peut en ajouter une autre, plus récemment prise en considération : le capital social qui désigne, selon la définition de l'OCDE, des réseaux, des normes, des valeurs et convictions communes facilitant la coopération au sein des groupes ou entre eux. Bien que plus extensive, la notion de cohésion sociale est proche de celle du

capital social. Les dispositions politiques, institutionnelles et juridiques en vigueur en sont des compléments importants, influant aussi sur le niveau de bien-être.

Ce dernier est relié au stock global de capital par le biais des décisions d'investissement dont les effets peuvent s'étendre sur plusieurs générations. La durabilité du développement implique qu'un lien soit effectué entre les décisions présentes et les besoins futurs. Ne pas compromettre les potentialités des générations futures, c'est investir aujourd'hui dans l'éducation, la recherche, c'est aussi faire en sorte que le capital naturel soit préservé, puisse être renouvelé, ou faire l'objet de substituts s'il est dégradé. Un des points clés du développement durable est précisément de déterminer dans quelle mesure les différentes formes de capital sont substituables entre elles. Si la substitution est possible, la destruction d'une forme de capital peut être compensée par l'accroissement d'une autre forme de capital, et la durabilité du développement n'est pas compromise.

Si la substitution est impossible, des politiques établissant des seuils critiques pour certaines catégories de ressources devront être mises en œuvre. L'hypothèse selon laquelle on peut ou non substituer d'autres formes de capital au capital naturel fonde largement la distinction établie entre durabilités faible et forte. »

Annie VALLEE *Économie de l'environnement* (2002) Éd. Seuil coll. Points p. 35-43

TEXTE N° 3

« Sous le mot d' « environnement » d'usage maintenant universel, les questions ne se posent-elles pas dans les mêmes termes aujourd'hui sur une tout autre échelle ? Les dévastations de la nature ne sont-elles pas très inégalement réparties selon que l'on se trouve au Nord ou au Sud, ne tiennent-elles pas à un ensemble de rapports de force lourds de conflits meurtriers et de tragédies humaines intolérables ? Ne sont-elles pas imputables à une conception monodrome du « développement » qui a leurré le Sud et qui, aujourd'hui, ne paraît même plus soutenable au Nord ? Comme cette conception du développement représente le dénominateur commun de toutes les théories économiques qui ont vu le jour dans l'Occident moderne, on voit que la question posée n'est autre que celle d'une reprise de la critique de l'économie politique, en ses présupposés philosophiques.

Question académique ? Certes non, puisqu'elle devrait éclairer les conditions dans lesquelles s'effectue sous nos yeux la terrifiante sur-urbanisation du tiers monde, à Bogota, à Mexico, ou ... à Rio, avec son cortège de misères, de taudis et de trafics en tout genre. Comment briser cette logique infernale, dont on ne saurait sans cynisme réduire la réalité à son aspect démographique

Comment permettre au Sud d'analyser scientifiquement le bienfondé des pratiques ancestrales agricoles, médicales et autres et du savoir populaire qui leur avaient permis de protéger pendant des siècles la nature et leur santé ? Il ne suffit pas de les connaître comme telles ; il faudrait que le Sud puisse développer pour lui-même une recherche fondamentale dont il se trouve aujourd'hui de plus en plus dramatiquement exclu. Il bénéficierait alors pleinement des progrès de la science en Occident, tout en lui fournissant des occasions de se mettre à l'épreuve et de se développer éventuellement sur de nouvelles pistes.

On éviterait alors d'assister à ce spectacle désolant où les populations les plus pauvres se voient imposer les produits — ou le plus souvent les rebus — de la recherche effectuée en Occident ; puis, passé le temps des espoirs illusoire, se tourner avec amertume vers les extrémismes religieux pour rejeter en bloc la pensée occidentale, y compris dans ce qu'elle recèle de plus émancipateur du point de vue intellectuel et social.

Comment, de leur côté, les citoyens du Nord peuvent-ils empêcher les autorités politiques de passer dans leur dos, en secret, des accords avec des puissances financières, économiques et militaires que seul anime l'appât du gain ? Comment pourraient-ils libérer les

virtualités humaines de la technique qui se sont trouvées limitées et contraintes par l'asservissement des machines à une logique sociale de rentabilité effrénée ?

Ces questions graves, et quelques autres qui s'y rattachent, ne seront certes pas réglées par l'« écologie scientifique », laquelle, pour prétendre au titre de science, doit délimiter son objet. Elles ne pourront être posées qu'à l'intersection de plusieurs lignes de recherche déjà mentionnées. Mais pourront-elles pour autant être résolues par « la science » seule, même considérée au sens large ? La logique de ce petit livre invite à en douter. Toute pensée est action. Le dévoiement positiviste et techniciste de la pensée des Lumières a façonné « notre » monde. Il fait corps avec des forces sociales puissantes à l'échelle planétaire. Il faudra donc plus que de la lucidité pour la mettre pratiquement en question : du courage.

Sans doute est-ce le biais par lequel la philosophie de la nature que tendent à partager les mouvements écologistes peut être tenue pour périlleuse. Non parce qu'elle est « irrationnelle », mais parce qu'elle enveloppe une « éthique de la peur », ainsi que l'a remarquablement exprimé Hans Jonas, qui fait figure de nouveau « maître à penser ».

Une telle éthique se présente comme directement fondée sur une nouvelle pensée de l'être — une ontologie qui prend en compte la menace que fait peser la technique humaine sur l'avenir de l'espèce elle-même. N'est-ce pas désormais la « biosphère elle-même » qui est en péril ? Par conviction théologique, clairement exprimée, Hans Jonas, grand spécialiste de la gnose, considère que la « survie de l'espèce humaine » a été confiée par Dieu à notre garde. Porter atteinte à cette survie, c'est ainsi succomber au mal radical. Mais voici que notre pouvoir conquis sur la nature s'est accru au point qu'à travers les mauvais traitements que nous lui faisons subir nous menaçons cette survie. « Césure historique » : alors que nous l'avions classiquement exclue du champ de l'éthique, il nous faut reconnaître que nous avons des « devoirs » à son endroit !

« Qu'est-ce qui peut servir de boussole ? » demande Jonas dans les premières lignes de son célèbre ouvrage sur le *Principe Responsabilité*. Il répond : « L'anticipation de la menace ! » Et dans un style qui s'inspire des gnostiques — ses objets d'étude favoris —, il poursuit : « C'est seulement dans les premières lueurs de son orage qui nous vient du futur, dans l'aurore de son ampleur planétaire et dans la profondeur de ses enjeux humains, que peuvent être découverts les principes éthiques, desquels se laissent déduire les nouvelles obligations correspondant au pouvoir nouveau. Cela, je l'appelle heuristique de la peur ».

Le lecteur aura trouvé dans le petit ouvrage qu'il vient de lire les arguments philosophiques qui me paraissent valoir contre cette heuristique et contre cette éthique. »

Dominique LECOURT *Contre la peur* (1990) Éditions Presses Universitaires de France, col.
Quadrige p. 166-169

2) rédiger une réflexion argumentée en 120 mots maximum en répondant à la question suivante : L'écologie conduit-elle à condamner le progrès technique ?

Le candidat justifiera sa réponse, personnelle, avec un ou deux arguments essentiels qu'il peut éventuellement illustrer.